



Mobilisation générale contre la violence sociale et policière du gouvernement

mardi 5 février 2019, par [Bariaud](#)



Depuis de nombreux mois, les salariés, les retraités, les chômeurs et la jeunesse se mobilisent dans notre pays.
Depuis la fin de l'année 2018, le mouvement des « Gilets Jaunes » déstabilise le gouvernement et a ouvert la possibilité de victoires sociales et démocratiques.
Par ses mobilisations, il réclame plus de justice sociale et fiscale et une autre répartition des richesses pour plus de solidarité.
Nous dénonçons le gouvernement qui réprime violemment ce mouvement et nous enfume avec un « grand débat ».

Le journaliste David Dufresne dénombrait, au 30 janvier 2019, 1 décès en manifestation et 251 personnes blessées (160 à la tête dont 18 éborgnées et 4 ayant eu une main arrachée) en raison de l'emploi par les forces de l'ordre, de Lanceurs de Balles de Défense (LBD), de grenades de désencerclement et de grenades offensives. Le président de l'Union Nationale des Lyciens (UNL) et des portes parées des « Gilets Jaunes » font partie des blessés.

Rien que pour la période du 17 novembre au 17 décembre 2018, le ministère de l'Intérieur a décompté 4 570 gardes à vue avec 216 incarcérations, dont 56 ont débouché sur une peine de prison ferme.

L'enjeu actuel n'est pas de choisir quels services publics supprimer, mais de contrôler d'augmenter tous les salaires et de renforcer la fonction publique en exigeant la restitution des JARs du CICE (30 Md€) et du CDF (7 Md€) et une juste imposition des entrepreneurs et des plus riches (retour de 75%).

- La CGT-INRA appelle les salariés à se mobiliser pour**
- Une hausse généralisée du point d'indice
 - Des recrutements notamment en personnels techniques
 - La titularisation de tous les précaires sur poste pérenne
 - Des crédits récurrents pour fonctionner
 - La fin du modèle administratif et de la bureaucratisation de nos métiers
 - Un moratoire sur la fusion INRA-IRSTEA

**Nombre des blessés ou des incarcérés n'avaient rien fait d'autre que d'exercer leur droit constitutionnel à manifester.
C'est inadmissible dans une démocratie !**

Par ailleurs, le gouvernement tente d'eslisier le mouvement dans un « Grand Débat », qui permet à Macron de lancer sa campagne européenne. Ne soyons pas duzés, les formules utilisées dans sa lettre comme « Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépechés ou trop chers par rapport à leur utilité ? », préparent les futures attaques contre nos retraites et les services publics. Fiez, il utilise de façon démagogique le sujet de l'immigration pour détourner l'attention des mobilisations de cet autre-ne-never.

Même Chantal Jouanno, Présidente de la commission nationale du débat public, a estimé que le grand débat était "faussé" et se résumait plutôt à une opération de communication.

- La CGT-INRA exige l'interdiction de l'usage de LBD et de grenades contre les manifestants
- La CGT-INRA exige le retrait des projets de lois et l'abrogation des lois liberticides qui menacent le droit constitutionnel de manifester
- La CGT-INRA réclame la libération de tous les « Gilets Jaunes » injustement incarcérés
- La CGT-INRA ne participera pas à l'enfumeage du « Grand débat »



Depuis de nombreux mois, les salariés, les retraités, les chômeurs et la jeunesse se mobilisent dans notre pays.

Depuis la fin de l'année 2018, le mouvement des « Gilets Jaunes » déstabilise le gouvernement et a ouvert la possibilité de victoires sociales et démocratiques.

Par ses mobilisations, il réclame plus de justice sociale et fiscale et une autre répartition des richesses pour plus de solidarité.

Nous dénonçons le gouvernement qui réprime violemment ce mouvement et nous enfume avec un « grand débat ».

Le journaliste David Dufresne dénombrait, au 30 janvier 2019, 1 décès en manifestation et 251 personnes blessées (160 à la tête dont 18 éborgnées et 4 ayant eu une main arrachée) en raison de l'emploi par les forces de l'ordre, de Lanceurs de Balles de Défense (LBD), de grenades de désencerclement et de

grenades offensives. Le président de l'Union Nationale des Lycéens (UNL) et des portes paroles des « Gilets Jaunes » font partie des blessés.

Rien que pour la période du 17 novembre au 17 décembre 2018, le ministère de l'Intérieur a décompté 4 570 gardes à vue avec 216 incarcérations, dont 56 ont débouché sur une peine de prison ferme.

Nombre des blessés ou des incarcérés n'avaient rien fait d'autre que d'exercer leur droit constitutionnel à manifester. C'est inadmissible dans une démocratie !

Par ailleurs, le gouvernement tente d'enliser le mouvement dans un « Grand Débat », qui permet à Macron de lancer sa campagne européenne. Ne soyons pas dupes, les formules utilisées dans sa lettre comme « Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? », préparent les futures attaques contre nos retraites et les services publics. Pire, il utilise de façon démagogique le sujet de l'immigration pourtant absent des mobilisations de cet automne-hiver.

Même Chantal Jouanno, Présidente de la commission nationale du débat public, a estimé que le grand débat était "faussé" et se résumait plutôt à une opération de communication.

- La CGT-INRA exige l'interdiction de l'usage de LBD et de grenades contre les manifestants
- La CGT-INRA exige le retrait des projets de lois et l'abrogation des lois liberticides qui menacent le droit constitutionnel de manifester
- La CGT-INRA réclame la libération de tous les « Gilets Jaunes » injustement incarcérés
- La CGT-INRA ne participera pas à l'enfumage du « Grand débat »

L'enjeu actuel n'est pas de choisir quels services publics supprimer, mais au contraire d'augmenter tous les salaires et de renforcer la fonction publique en exigeant la restitution des fonds du CICE (50 Md€) et du CIR (7 Md€) et une juste imposition des entreprises et des plus riches (retour de l'ISF).

La CGT-INRA appelle les salariés à se mobiliser pour

- Une hausse généralisée du point d'indice
- Des recrutements notamment en personnels techniques
- La titularisation de tous les précaires sur poste pérenne
- Des crédits récurrents pour fonctionner
- La fin du millefeuille administratif et de la bureaucratisation de nos métiers
- Un moratoire sur la fusion INRA-IRSTEA